

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 13/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROTAC OUEST (P1)**

ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie  
BP 90322  
22400 Lamballe-Armor

Références : 2026.077  
Code AIOT : 0005500091

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement PROTAC OUEST (P1) implanté ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée en inopinée afin de contrôler la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/08/2025, notamment la réalisation de l'isolement des gouttières au niveau de la zone de traitement par autoclaves.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROTAC OUEST (P1)
- ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PROTAC OUEST P1 est un établissement spécialisé dans le travail et le traitement du bois sur la commune de LAMBALLE.

Le site dispose de :

- deux ateliers de traitement par autoclave, composés de 3 autoclaves,
- une zone composée d'un bac de traitement par trempage,
- trois ateliers de travail du bois,
- plusieurs zones de stockage de matières premières et de produits finis.

Depuis le 1er janvier 2026, le site a absorbé par fusion la société PROTEXEL. A cette date, la société PROTAC OUEST compte désormais 3 sites :

- P1 : travail du bois, traitement du bois par autoclaves et bac de trempage et stockage de bois,
- P2 : stockage de bois,
- P4-P5 : travail du bois, traitement du bois par aspersion et finition (peinture).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Identification des zones de traitement	Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Réalisation des travaux engagés	Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rétentions	Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Point 12 de l'annexe	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à l'écart des descentes d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 2	Sans objet
4	Renforcement de	Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales		
5	Plan des réseaux et travaux	Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, il a été constaté la bonne mise en œuvre des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/08/2025. Des travaux restent à terminer mais ceux-ci ont été démarrés et les opérations restantes sont programmées.

Enfin, lors de cette visite en inopiné de la zone de traitement par autoclaves, il a été constaté un bon état de propreté de la plateforme et une bonne exploitation des installations.

Cependant, il a été constaté le stockage de quelques IBC de produits de traitement sur la dalle et non sur la rétention dédiée aux produits. Afin de s'assurer que la rétention de la plateforme de traitement est suffisamment dimensionnée pour ce stockage complémentaire, il est attendu une vérification de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à l'écart des descentes d'eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société PROTAC Ouest P1 est tenue de terminer les mesures de sécurité suivantes avant toute reprise d'activité dans les zones concernées par ces travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise à l'écart des descentes d'eaux pluviales vis-à-vis des zones où sont entreposés ou manipulés les produits chimiques de traitement et des zones où du bois fraîchement traité est entreposé, ainsi que des eaux contaminées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté l'isolement des gouttières de la zone de traitement par autoclaves.</p> <p>Chaque gouttière située sur la zone et présentant un risque a été doublée d'un tube en acier inoxydable de 8 mm, sur la quasi totalité de la hauteur. Le tube a été inséré dans le réseau et scellé au pied avec une dalle béton. Cette dalle a été recouverte de résine étanche pour renforcer l'étanchéité au pied.</p> <p>Deux axes de maintien ont été installés sur la structure métallique du bâtiment pour stabiliser l'ensemble.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il allait remettre en place un muret de protection autour du pied des gouttières d'environ 40 cm muni d'un coffrage en bois et résine pour éviter toute projection et</p>

remplissage à l'intérieur de ce muret.
Concernant le trou constaté dans la zone de stockage/égouttage, des travaux ont été réalisés pour reprendre le réseau et l'isoler de la zone d'égouttage. L'ensemble des canalisations d'eaux pluviales passant sous la dalle d'égouttage a été supprimé. L'étanchéité de cette zone a été entièrement reprise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Identification des zones de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, .
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les zones de traitement, de manipulation des produits de traitement ainsi que les zones de stockages dédiées à l'égouttage des bois traités doivent être clairement identifiées par une signalétique visible et claire (panneaux, marquage...). Toute utilisation ou manipulation de produits de traitement ou de bois non égouttés en dehors de ces zones est strictement interdite.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, le traitement par autoclaves était en fonctionnement. Il n'a pas été constaté la mise en place de signalétique pour différencier clairement les zones dédiées au traitement et à l'égouttage des bois. Cependant, il a été constaté la mise en place de secteurs d'égouttage avec installation de seuils surélevés pour canaliser les jus d'égouttage vers les grilles de récupération sans débordement vers les zones de passage interzones. L'exploitant a indiqué qu'il était en fin de test de la nouvelle organisation. Avant de matérialiser les zones, il souhaitait valider la nouvelle organisation par son équipe.  Concernant la mise en place de seuil, il a été constaté la détérioration à plusieurs endroits de ces seuils du fait qu'il s'agisse de bois résiné donc fragile. <b>L'exploitant devra revoir la conception de ces seuils pour qu'ils soient pérennes dans le temps.</b>  Enfin, il n'a pas été constaté, lors de cette visite, d'utilisation ou de manipulation de produits de traitement ou de bois à égoutter en dehors des zones dédiées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Dans un délai de 3 mois</b> , l'exploitant devra matérialiser et identifier les zones de traitement, de manipulation des produits de traitement ainsi que les zones de stockages dédiées à l'égouttage des bois traités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Réalisation des travaux engagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Echéancier
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalisera l'ensemble des travaux listés dans son courrier du 8 août 2025 concernant ses réseaux d'eaux pluviales et ses zones de traitement par autoclave, <b>dans le respect des délais indiqués dans l'échéancier annexé à ce courrier.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, un point a été fait sur la réalisation des travaux listés dans le courrier du 8 août 2025.</p> <p>La majorité des travaux ont été réalisés et constatés.</p> <p>Les travaux de reprise des gouttières n'ont pas pu être terminés avant l'inspection du fait du mauvais temps. L'exploitant a indiqué que deux jours consécutifs sans pluie sont nécessaires pour permettre ces travaux.</p> <p>Concernant le réseau EP4xx, l'exploitant a indiqué qu'il avait été entièrement repris de manière à ce qu'il n'y ait plus de réseau d'eaux pluviales sous la zone d'égouttage.</p> <p>Les travaux d'identification de la zone de traitement reste à faire après validation de la nouvelle organisation par l'équipe.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que l'étanchéité d'un des caniveaux d'égouttage avait été refaite mais pas sur l'intégralité (plus d'un mètre restant à faire). <b>L'exploitant devra terminer rapidement cette reprise du caniveau pour assurer son étanchéité totale.</b></p> <p>L'inspection a demandé à ce que le plan des réseaux soit remis à jour suite à la réalisation de l'ensemble de ces travaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Dans un délai de 3 mois</b>, l'exploitant devra terminer les travaux programmés, à savoir la reprise des gouttières et l'identification des différentes zones dans la partie traitement des bois. Il devra également terminer l'étanchéité du caniveau de récupération des jus d'égouttage partiellement repris.</p> <p>Dans le même délai, il mettra à jour son plan des réseaux et transmettra une copie à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Renforcement de l'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance eaux pluviales

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une surveillance mensuelle des rejets d'eaux pluviales, complémentaire à la surveillance trimestrielle, est réalisée pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DCO (1314)</li> <li>• Cyperméthrine (1140), Tébuconazole (1694), Propiconazole (1257)</li> <li>• Cuivre et ses composés (1392)</li> <li>• Ammonium (1335)</li> <li>• Acide borique (5919)</li> </ul> <p>Cette surveillance complémentaire pourra être suspendue si et seulement si aucun dépassement n'est constaté <b>durant une période de 12 mois consécutifs</b>.</p> <p>Tout nouveau dépassement entraînera la remise en place de cette surveillance complémentaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle des déclarations sous le logiciel GIDAF a été réalisé le 05/02/2026. La surveillance mensuelle a bien été mise en place par l'exploitant. Cependant, les mois de juin et d'août 2025 n'ont pas été réalisés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour le mois de juin : la campagne de prélèvements et d'analyses a été annulée du fait de gros travaux réalisés sur les réseaux d'eaux ;</li> <li>• pour le mois d'août : le prestataire n'a pas pu venir sur cette période pour cause de vacances et des travaux ont été également réalisés sur les réseaux risquant de perturber les résultats.</li> </ul> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit renseigner les causes d'une absence d'analyse sous GIDAF afin que l'on puisse connaître les causes (absence de rejet, problème avec le prestataire, travaux...).</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a mis à jour GIDAF en renseignant les mois manquants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Plan des réseaux et travaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Porter à connaissance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant devra déposer, <b>dans un délai de 3 mois suivant la notification de cet arrêté</b>, un dossier de porter à connaissance qui liste l'ensemble des investigations et des travaux réalisés permettant de garantir la conformité des rejets aqueux ainsi qu'un plan des réseaux détaillés mis à jour au format A0.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la réunion du 14/10/2025, l'exploitant a transmis la liste des travaux réalisés et en cours de</p>

réalisation avec l'échéancier ainsi qu'un plan des réseaux à jour au format A1.

La mise en conformité des réseaux est attendue dans le dossier d'autorisation environnementale à venir.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Point 12 de l'annexe

**Thème(s) :** Risques chroniques, Capacités

**Prescription contrôlée :**

**Émissions dans le sol et les eaux souterraines**

L'exploitant applique toutes les techniques énumérées ci-dessous.

	Technique	Description
a	Confinement ou protection de l'unité et des équipements	<p>Les parties de l'unité où sont entreposés ou manipulés les produits chimiques de traitement, à savoir les zones de stockage des produits chimiques, les zones de traitement, de conditionnement post-traitement et de stockage provisoire (comprenant les cuves de traitement, les récipients de traitement, les portiques de déchargement/d'extraction, la zone d'égouttage/séchage, la zone de refroidissement), les conduites et canalisations acheminant les produits chimiques de traitement, ainsi que les installations de conditionnement ou de reconditionnement de la créosote sont protégées par une paroi.</p> <p>Les équipements de confinement ou de protection (par exemple, enceinte de confinement, paroi de protection) sont</p>



		<p>revêtus de surfaces imperméables et sont résistants aux produits chimiques de traitement, <b>et délimitent des espaces de capacité suffisante pour capter et contenir les volumes traités ou entreposés dans l'unité/les équipements.</b></p> <p>/.../</p>
/.../		
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le produit de traitement brut pour les autoclaves est stocké dans 2 cuves aériennes, installées dans une rétention propre. Une autre rétention sert au stockage d'IBC supplémentaires. Lors de la visite, il a été constaté le stockage de 7-8 IBC de produits de traitement sur la plateforme de traitement.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la plateforme étant sur rétention (canalisation enterrées de récupération des jus d'égouttage, rétentions enterrées sous les autoclaves...), il lui arrivait de stocker quelques IBC directement sur cette plateforme.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant la capacité de rétention de sa plateforme afin de déterminer si elle est suffisamment dimensionnée pour contenir le produit des installations, les jus d'égouttage ainsi que ce stockage complémentaire.</p> <p>L'exploitant n'a pas su donner la capacité de rétention de sa plateforme lors de la visite.</p>		
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Dans un délai d'un mois</b>, l'exploitant devra s'assurer que le dispositif de rétention de sa plateforme de traitement dispose d'une capacité suffisante pour capter et contenir les volumes traités et entreposés dans l'unité et les équipements ainsi que ses stockages complémentaires. Dans le cas contraire, il devra stocker ces IBC complémentaires sur une rétention propre.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 1 mois		